



## **ATELIER PHAROS – CENTRAFRIQUE**

**Paris - 23 juin 2016 - 8h30-13h**

### **COMPTE-RENDU**

#### **I. Introduction : un atelier pour apprendre à résister et anticiper la paix en Centrafrique**

Le concept des « Ateliers Pharos » entend répondre à une demande clairement identifiée par l’Observatoire Pharos, observatoire du pluralisme culturel et religieux créé en 2012. Cette demande est celle des acteurs et décideurs de tous ordres confrontés aux « crises identitaires » et à l’absence de lieu et de temps de « recherche-action » où puissent se retrouver chercheurs, responsables d’ONG, leaders religieux ou de la société civile, décideurs publics et entrepreneurs privés, pour réfléchir aux pistes de sortie de crise. L’« Atelier Pharos » entend être pour ces acteurs cet espace décloisonné, de haute qualité et confidentiel. Il est conçu comme un accélérateur du décloisonnement des savoirs et des expériences, comme un temps de renforcement des capacités individuelles et collectives de résistance aux forces de fragmentation qui saisissent les sociétés concernées, et comme un espace propice à l’anticipation de la paix.

L’Atelier Pharos Centrafrique du 23 juin 2016 a débuté par une courte présentation de l’Observatoire Pharos, de sa méthode de contextualisation et des travaux qu’il a menés en Centrafrique avec en particulier la projection d’une vidéo de témoignages de victimes des violences de 2013-2014. Il a été introduit par deux exposés synthétiques de la situation en Centrafrique présentés par deux acteurs centrafricains impliqués au plus près dans les processus actuels de reconstruction post-crise et ayant participé à la « Mission de veille, d’étude et de réflexion prospective sur la crise centrafricaine et ses dimensions culturelles et religieuses » conduite par l’Observatoire Pharos entre 2013 et 2015. Celle-ci a permis de décrire d’une manière renouvelée, et partagée par les acteurs locaux, les comportements (violences, prédation, impunité) et certains automatismes de pensée (sentiment de frustration, défiance du pouvoir, méfiance généralisée et fureurs identitaires) à l’origine de la fragmentation du pays entamée depuis son indépendance, en 1960.

Après plusieurs années de grave crise accompagnée de violences extrêmes, la République Centrafricaine connaît depuis peu une phase historique marquée par l’élection démocratique d’un nouveau Président de la République et d’un nouveau parlement. Parmi les points d’attention développés en introduction de l’Atelier Pharos, la très grande attente et même « l’impatience » des centrafricains et la crise de confiance dans la capacité du pays à répondre aux causes de ses propres frustrations a servi de point de départ aux échanges.

Concrètement, l'Atelier Pharos Centrafrique du 23 juin 2016 a vu la participation de trente et un participants qualifiés (politiques, diplomates, représentants de la société civile, du monde de la culture, chercheurs, religieux, chefs d'entreprises), qui ont été conduits à dialoguer pendant quatre heures en recherchant les complémentarités d'approches, en valorisant la contextualisation des informations données et des analyses et en respectant une règle d'équité (modération stricte du temps de parole) et de confidentialité (règle de Chatham House<sup>1</sup> qui explique le caractère « anonymisé » du présent compte-rendu). Il s'est déroulé en deux tables-rondes successives : la première consacrée aux enjeux de la « reconstruction civique » de la Centrafrique, la seconde à la « reconstruction économique ».

## II. Table-ronde « Reconstruction civique »

- **Le dilemme : des urgences de très court terme et des problématiques de long terme**

Etant entendu qu'en matière de reconstruction, « tout est prioritaire » en Centrafrique, comme cela a été énoncé dans l'un des propos introductifs à l'Atelier, et compte-tenu de « l'impatience » des centrafricains, la question de l'ordre à suivre dans la réponse aux multiples défis auxquels fait face la République centrafricaine a été largement débattue. Les besoins primaires tels que l'accès à l'éducation et aux soins, la possibilité de manger à sa faim sont les besoins fondamentaux auxquels nombre de Centrafricains ne peuvent satisfaire sans l'assistance d'ONG ou d'agences internationales, qui jusqu'ici se sont substituées à un Etat défaillant. La famille, premier espace de résistance à la fragmentation de la société est elle aussi profondément désorganisée faute de moyen. Face à de telles difficultés, la reconstruction civique ne peut donc être qu'un processus de long terme (éducatif, de santé publique...) mais doit savoir en même temps satisfaire les besoins primaires qui appellent des réponses urgentes pour briser le cercle vicieux de la frustration et de la défiance.

Le besoin de sécurité, autre priorité absolue répond au même dilemme : il demande des réponses urgentes en même temps qu'un traitement de long terme pour remédier à une carence structurelle présente depuis l'indépendance de la Centrafrique et qui met directement et quotidiennement en péril la vie des civils centrafricains, notamment depuis les événements de 2013-2014.

Le manque d'infrastructures – et notamment de routes – a également été mis en avant comme un problème particulièrement grave et prioritaire en Centrafrique, dont la résolution pourrait concourir au rétablissement progressif de la sécurité et à la reconstruction d'une certaine unité nationale par le désenclavement de territoires et de communautés et par le déploiement facilité des forces de sécurité sur l'ensemble du territoire, au fur et à mesure de la construction de routes.

---

<sup>1</sup> « Quand une réunion, ou l'une de ses parties, se déroule sous la règle de Chatham House, les participants sont libres d'utiliser les informations collectées à cette occasion, mais ils ne doivent révéler ni l'identité, ni l'affiliation des personnes à l'origine de ces informations, de même qu'ils ne doivent pas révéler l'identité des autres participants. »

- **L'indispensable restauration des capacités de l'Etat et son redéploiement**

Sous-jacente à toutes les priorités énoncées, la question du redéploiement de l'Etat sur l'ensemble du territoire est apparue comme essentielle. L'absence totale de l'Etat hors de la capitale était déjà un phénomène bien connu avant la dernière crise centrafricaine mais s'est fait plus durement ressentir lorsque les différents groupes armés se sont emparés de villages voire de provinces entières, ne reconnaissant plus l'autorité étatique sur ces portions et appelant parfois à leur séparation du territoire national.

S'il est reconnu unanimement comme une nécessité, ce redéploiement progressif est contraint par les capacités budgétaires limitées d'un Etat dont les recettes sont essentiellement des recettes douanières. Le soutien des bailleurs de fonds internationaux s'avère ici indispensable en même temps que l'impulsion d'une dynamique de reconstruction endogène, notamment économique.

- **L'action culturelle : un puissant vecteur de reconstruction**

La reconstruction civique de la Centrafrique passe par l'émergence de la « Nation » centrafricaine et d'une citoyenneté inclusive de la jeunesse et de toute la diversité historique du pays. Le constat a été fait à plusieurs reprises pendant l'Atelier d'un large oubli, notamment de la part des jeunes générations, de l'histoire et de la culture du pays. L'enjeu est ici de réparer une rupture entre générations et de proposer une alternative à la violence, seul moyen d'affirmation et de revendication pour beaucoup de jeunes peu éduqués, ignorants et donc facilement instrumentalisables.

Plusieurs réflexions sur les tenants et aboutissants d'une action culturelle efficace ont été partagées :

- L'autorité des parents et des aînés, qui n'est plus respectée, ne peut être rétablie que si les familles sortent de l'extrême pauvreté.
- La restauration du système éducatif doit s'accompagner d'une relecture des manuels et programmes scolaires pour que ceux-ci accordent une plus grande place à l'histoire de la Centrafrique et à l'éducation à la citoyenneté, alors que l'on peut aujourd'hui y lire des discours racistes réducteurs et destructeurs.
- Plusieurs initiatives anciennes et récentes, centrafricaines ou non, peu coûteuses, ont montré leur capacité à créer du lien social et raviver la mémoire de la culture centrafricaine : un camion itinérant recueillant les contes transmis par la tradition orale pour les intégrer dans les manuels scolaires ; la création par le Cirque du Soleil d'écoles d'arts du cirque dans des quartiers défavorisés en Afrique du Sud ; l'itinérance de tableaux illustrant les histoires de conteurs ; des pièces de théâtre illustrant le conflit et permettant à un public large de construire un imaginaire commun et de s'approprier la réconciliation à un niveau personnel...

Le théâtre, les groupes de paroles filmés tels que ceux organisés régulièrement par l'Observatoire Pharos, les ateliers d'écriture ou les créations culturelles et artistiques mais aussi les gestes symboliques de la part des autorités politiques, culturelles ou religieuses (visite du Pape François au quartier PK5 par exemple), sont autant de moyens « faibles », peu coûteux, rapidement réalisables et aux effets puissants en terme de restauration de la confiance : confiance dans le voisin, confiance dans l'Etat, confiance dans la Communauté internationale.

### III. Table-ronde « Reconstruction économique ».

En introduction de cette table-ronde ont été rappelés quelques chiffres-clés sur l'économie centrafricaine :

- Le Groupement Interprofessionnel de Centrafrique (GICA) est le premier contributeur de l'Etat, à hauteur de 66% des recettes fiscales. C'est un signe de fragilité et il est nécessaire d'œuvrer à l'intégration de plus d'entreprises privées dans le secteur formel. Le « civisme fiscal » est également à développer, pour que l'effort soit porté par tous.
- Le Revenu National Brut est de 300 à 400 \$/an/habitant, soit une trentaine de dollars par mois.
- Le PIB est porté à hauteur de 60% par l'agriculture, à laquelle s'ajoutent le bois, les diamants et l'or. Le potentiel minier est important.

#### • L'importance du dialogue Public-Privé

Le cas du secteur de l'énergie, intégrée en Afrique centrale dans une vision régionale tandis que ce marché est libéralisé en République centrafricaine, a servi de point de départ à un échange sur le Dialogue Public Privé. Il est essentiel de rassurer les investisseurs étrangers pour les inciter à venir en Centrafrique. La Charte des Investissements adoptée en 2001 permet en ce sens d'améliorer l'environnement juridique, économique et institutionnel des investissements tant nationaux qu'étrangers sur le territoire de la République Centrafricaine.

L'électrification a également été présentée comme un enjeu important : alors que 30% des terres subsahariennes sont électrifiées, ce n'est le cas que de 10% du territoire centrafricain. Des partenariats public-privé sont envisageables dans ce secteur, mais il reste à déterminer le rôle de chacun ainsi que l'envergure d'un tel partenariat (à l'échelle nationale ou régionale). L'engagement du gouvernement sur ces questions est attendu par les investisseurs.

Mais d'autres participants ont surtout souligné le « fantôme du public-privé » en Centrafrique et de la défiance généralisée entre les différents intervenants. Un principe de « co-responsabilité » public-privé, devant même être étendu aux acteurs civils et scientifiques, devrait pourtant prévaloir pour faire face efficacement aux énormes enjeux de reconstruction en Centrafrique. « Il est urgent de lier savoir, vouloir et pouvoir », c'est la seule issue.

#### • L'autosuffisance alimentaire

L'agriculture mobilise officiellement plus de 80% de la population active ; son développement est au cœur des préoccupations, pour donner un emploi au plus grand nombre et accompagner le désarmement de combattants qui agissent d'abord et avant tout par prédation économique. Elle reste à un niveau primaire, voire « primitif » selon certains. Elle doit donc être modernisée pour s'adapter aux évolutions démographiques et sociologiques de la Centrafrique et, surtout, garantir son autosuffisance alimentaire.

Au cours des dernières décennies, le secteur informel a prospéré et, dans le même mouvement, on a vu « une génération entière » se tourner vers des occupations autres que l'agriculture et l'élevage, comme les chasseurs-cueilleurs, ce qui ne fait pas, selon certains, partie de la culture centrafricaine.

- **L'assainissement du secteur minier**

Certains secteurs de l'économie réclament un assainissement profond pour prospérer et permettre la reconstruction d'une économie formelle fiable. La décision de la reprise de l'exportation du diamant, notamment, reste soumise à supervision internationale.

En ces temps troublés pour la Centrafrique, il est à craindre, pour un observateur, que les « bons investisseurs » ne partent, au profit d'autres moins scrupuleux.

#### **IV. Conclusions : quatre pistes pour l'action**

Au terme de l'Atelier Pharos Centrafrique, des pistes de travail commun aux participants se sont dégagées :

1. Poursuivre le décloisonnement des acteurs de la reconstruction centrafricaine en maintenant et renforçant le contact entre les participants à l'Atelier Pharos Centrafrique, issus de tous les secteurs de la société. Contribuer à l'instauration d'un climat de confiance entre citoyens centrafricains et en particulier entre Etat et société civile. Proposer une structure de coordination pour un dialogue permanent entre le Premier Ministre et la société civile pour entériner le passage d'une relation « d'adversaires » à partenaires et permettre une alerte rapide des autorités de l'Etat sur les situations de mal-gouvernance.
2. Donner priorité à la jeunesse centrafricaine notamment par le développement de l'action culturelle et éducative. Entreprendre un état des lieux des supports de transmission de la culture centrafricaine, d'éducation civique et d'éducation à la tolérance à destination des jeunes et proposer de nouveaux supports (livre d'histoire ancienne et récente, spots vidéos, outils pédagogiques ou artistiques, autres...). Promouvoir l'action culturelle auprès des bailleurs de fonds de la reconstruction. Inclure la problématique spécifique de la jeunesse rurale.
3. Accompagner la reconstruction économique de la Centrafrique par le renforcement du dialogue public-privé. Fournir la compétence et l'expertise nécessaire grâce à la complémentarité Observatoire Pharos/Agence Pharos, pour appuyer le gouvernement dans sa démarche stratégique et appuyer les entreprises et leur groupement pour leur permettre de jouer pleinement un rôle de partenaire actif du développement économique et social. Offrir une assistance à maîtrise d'ouvrage sur certains segments prioritaires (nutrition, éducation, santé préventive).
4. Soutenir les acteurs « défenseurs du pluralisme culturel et religieux », identifiés par leurs bonnes pratiques, afin de permettre la construction de la Nation centrafricaine sur la base d'un Etat laïc, inclusif, unissant les citoyens autour de grandes valeurs au premier rang desquelles le pluralisme des cultures et des religions. Poursuivre, dans cette optique, les travaux en cours de l'Observatoire Pharos visant à favoriser les dynamiques d'apaisement, de reconnaissance mutuelle voire de réconciliation à l'échelle des personnes comme des sociétés humaines : mission de veille, d'étude et de réflexion prospective sur la sortie de crise en République centrafricaine et les enjeux de justice (rapport « Victimes, impunité, justice et reconstruction ») ; mission d'étude sur les relations culturelles et religieuses entre Tchadiens et Centrafricains, à l'arrière-plan de multiples incompréhensions. Prendre toutes autres initiatives.